

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DCPPAT n°2018-76 du 04 MAI 2018, portant mise en demeure de respecter les conditions 16 et 17 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2014 et les articles 3 à 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement que la Société PHOSALU exploite au 202, rue des Caboeufs à GENNEVILLIERS

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

Vu le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines,

Vu l'arrêté préfectoral DRE n°2014-36 du 24 février 2014 prescrivant de nouvelles conditions d'exploitation à la société HOSALU concernant son atelier de traitement de surface situé au 202, rue des Caboeufs à GENNEVILLIERS,

Vu l'arrêté MCI n°2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à Monsieur Vincent BERTON, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu le rapport de Madame la Cheffe de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France du 21 mars 2018 proposant à l'issue de la visite d'inspection du 22 février 2018 de mettre en demeure l'exploitant de respecter les conditions 16 et 17 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2014 et les articles 3 à 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, visés ci-dessus,

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 21 mars 2018 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, invitant l'exploitant à présenter s'il le souhaite des observations dans un délai de 15 jours,

Vu l'absence de réponse de l'exploitant,

Considérant que lors de la visite du 22 février 2018, des non-conformités notables ont été relevées, à savoir :

- non-conformité notable n°1 : contrairement à la condition 17 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2014 et à ce qui a été convenu lors de l'inspection du 22 février 2018, l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les derniers BSDD. L'exploitant doit transmettre les derniers BSDD depuis 2015 ainsi que la copie du registre de sorties des déchets associé dûment complété avec les dates de sorties.
- non-conformité notable n°2 : contrairement à la condition 16 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2014, l'aire d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits dangereux n'est pas en capacité de récupérer les éventuels liquides épandus puisqu'elle est trop encombrée. La capacité de rétention de l'aire d'entreposage des déchets n'est donc pas suffisante. L'exploitant doit faire évacuer ses déchets dangereux, stocker son matériel hors de la zone d'entreposage des déchets et transmettre à l'inspection les éléments justifiant l'accomplissement de ces mesures.
- non-conformité notable n°3 : contrairement à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, l'exploitant n'a pas proposé à Monsieur le Préfet de révision du montant de ses garanties financières suite aux modifications de son volume d'activité (volumes de bains différents). L'exploitant doit revoir le calcul des garanties financières, notamment la partie Me « élimination des bains de traitement et de rinçage » en actualisant les volumes de bains présents dans l'atelier de traitement et en y intégrant les bains usagés, estimés à 2 m³ par an et entreposés dans la zone de stockage des déchets.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des conditions 16 et 17 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2014 et de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, ci-dessus visés,

Considérant que face à ces manquements et des enjeux en termes de risques accidentels, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société PHOSALU de respecter les conditions 16 et 17 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2014 et l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

Article 1^{er}

La Société PHOSALU représentée par Mr Thomas BUQUET directeur exploite une installation de traitement de surface au 202, rue des Caboeufs à Gennevilliers, est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'un mois**, à compter de la notification du présent arrêté.

- les dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2014 précité, relatives à l'expédition des déchets dangereux et aux bordereaux de suivi associés, en transmettant à l'inspection les derniers BSDD à compter de 2015 ainsi qu'une copie du registre de sorties des déchets dûment complété avec les dates de sorties (non-conformité n°1),
- les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2014 relatives à l'aire d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants (NCN n°2), en faisant évacuer ses déchets dangereux, en stockant son matériel hors de la zone d'entreposage des déchets et en transmettant à l'inspection les éléments justifiant l'accomplissement de ces mesures (non-conformité n°2),
- les articles 3 à 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 12 précité, relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines (NCN n°3), en proposant à Monsieur le Préfet le calcul des garanties financières

révisé, notamment la partie Me « élimination des bains de traitement et de rinçage » en actualisant les volumes de bains présents dans l'atelier de traitement, en adéquation avec l'état récapitulatif des bains fournis le 22 février 2018, et en y intégrant les bains usagés, estimés 2 m³ par an, entreposés dans la zone de stockage des déchets (non-conformité n°3),

ARTICLE 2 :

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1^{er} ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus à cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Publication

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de Gennevilliers, Madame la Cheffe de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Vincent BERTON